

Une manne providentielle

CONSEIL GÉNÉRAL
La décision modificative du budget a donné lieu à une controverse entre majorité et opposition

HERVÉ MATHURIN

h.mathurin@sudouest.fr

Le Conseil général a-t-il dramatisé sa situation financière l'année dernière afin de favoriser les desseins de la gauche aux élections régionales ? Tel était, en substance, le sens des débats hier en séance plénière où l'on discutait de la décision modificative N°2, censée tenir compte des derniers événements budgétaires de l'année pour 2011.

Le leader de la droite Yves d'Amécourt, absent hier pour de graves raisons familiales, avait accusé lundi la majorité d'avoir prononcé un moratoire sur les investissements et relevé la fiscalité de 3 % alors que rien ne justifiait selon lui ces mesures. Et de brandir 48 millions d'euros de recettes sous-estimées au moment du budget primitif, il y a sept mois.

« Je tiens à vous rassurer : je n'ai pas les clefs d'un quelconque trésor »

Ph. Madrelle (PS)

Hier matin, dans une conférence de presse inhabituelle, le président Philippe Madrelle, entouré de ses hommes liges Gilles Savary, Yves Lecaudey, Bernard Dussaut et Jean-Marie Darmian, s'était employé à démontrer les arguments du conseiller général de Sauveterre, les qualifiant de « puérils » et assénant : « Je sais que des choses ont été dites laissant imaginer que la Gironde posséderait un tas d'or et que j'ouvrirai une caisse secrète au fil des campagnes électorales. Je tiens à vous rassurer tout de suite, je n'ai pas les clefs d'un quelconque trésor girondin. »

Si cette controverse a eu lieu, c'est en raison d'une donnée nouvelle : la hausse spectaculaire cette année des droits de mutation, c'est-à-dire la part des frais de notaire dans les



Au final et en dépit de profonds désaccords, la droite a voté avec la gauche.

PHOTOS THÉRIY DAVID

transactions immobilières qui revient au Conseil général et qui constitue une de ses principales recettes. Ces droits sont en effet estimés à 165 millions d'euros alors qu'ils n'étaient que de 122 millions, il y a un an. Preuve que la Gironde est attractive.

Toutefois, Philippe Madrelle et son grand argentier Yves Lecaudey se sont ingéniés à démontrer le caractère de ces ressources, par essence non prévisibles : « Le directeur des services fiscaux nous a dit que la tendance haussière allait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année mais qu'en

suite, c'était l'inconnue totale », expliquait Yves Lecaudey. Celui-ci nie donc farouchement que des marges de manœuvre aient pu surgir de cette hausse « qui a été déjà avalée par les 20 millions d'euros supplémentaires liés au RSA ».

« On va dans le mur »

Tel est bien l'argument majeur de Philippe Madrelle : les charges sociales de plus en plus lourdes qui échoient au Conseil général, notamment l'Allocation personnalisée d'autonomie et le Revenu de solidarité active, plombent ces fameuses marges de manœuvre puisque les prévisions tablent sur 313 millions d'euros au lieu de 186 millions en 2004. D'où un discours malgré tout alarmiste que Philippe Madrelle ré-

suma ainsi : « On va peut-être moins vite dans le mur mais on y va de toute façon. »

« En Gironde : année d'élection, année de subvention »
J.-P. Baillé (UMP)

La maigre représentation de la droite a tenté de riposter sous deux registres : celui, véhément, de Michel Duchène, déplorant l'ingratitude du département envers la ville de Bordeaux, et celui, tout en rondeur radicale, de Jean-Pierre Baillé. Le conseiller général de Grignols, suppléant Yves d'Amécourt, mit les choses au point d'emblée : le groupe

Gironde Avenir approuverait la décision modificative parce que l'orientation « nous paraît aller dans le bon sens ». Ce qui ne l'empêcha pas de marquer son « profond désaccord sur la conduite des affaires départementales », ce qui pouvait sembler pour le moins contradictoire. Mais ainsi va la Gironde et les méandres de saviè politique, où les théories de salon, comme souvent, viennent se fracasser sur les réalités budgétaires et les intérêts particuliers. Michel Duchène fut d'ailleurs le seul élu à ne pas voter ce budget, jouant ainsi le rôle du trublion qu'il affectionne. Mais le mot de la fin, c'est à Jean-Pierre Baillé, révélation du jour, qu'il revient : « Année d'élection, année de subvention. » Au moins, en Gironde, on ne parle pas de rigueur.

« PAS LES SEULS INQUIETS »

Philippe Madrelle et Bernard Dussaut sont rentrés jeudi soir d'Avignon où ils ont participé au 80^e Congrès de l'assemblée des départements de France. Ils en ont tiré le sentiment qu'ils n'étaient pas les seuls à tenir un discours alarmiste : « Nombreux sont les présidents de conseils généraux, toutes familles politiques confondues, à partager notre inquiétude et notre mécontentement » ont-ils confié. La croissance exponentielle des dépenses sociales devra inciter le gouvernement, selon Philippe Madrelle, à prendre des mesures d'urgence.

ILS ONT DIT

Jean-Pierre Baillé (UMP)



« Vous ne pouvez pas empêcher de penser que le report du vote du budget en mars 2010 était une tactique

électorale pour accréditer l'idée que par la faute du gouvernement, la ruine du département était consommée. Comment oublier le panneau installé cours du Maréchal Juin qui comptabilisait la prétendue dette de l'État ? »

Gilles Savary (PS)



« Les finances départementales ont été victimes d'un coup de grisou. On a perdu des plumes mais on a sauvé les meubles. Toutefois, rien ne sera plus comme avant : d'une part en raison de la bulle immobilière, qui est pour beaucoup dans la hausse des droits de mutation, et d'autre part à cause de la réforme territoriale. »